

GRAND DÉBAT NATIONAL: RETRAITES: NON AU GEL DES PENSIONS, OUI À UN VRAI DIALOGUE SOCIAL



Par Thierry BENNE France

374, Rue Pipe-Souris
77350 LE MÉE-SUR-SEINE
Courriel: th.bn@orange.fr
Mobile: 06 80 03 99 68

CONTRIBUTION ORIGINALE À L'ATTENTION DE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

I - LE CONSTAT

Il existe aujourd'hui plus de 17 millions de retraités (source DREES 2018), qui représentent donc un peu plus du quart de la population française (67 millions au 1^{er} janvier 2019 selon l'INSEE), mais nettement plus du tiers de son corps électoral (47 millions) et pourtant les retraités n'ont toujours et en tant que tels aucune véritable représentation sociale:

1 - ni parmi les 40 membres du Conseil d'Orientation des Retraites (COR), chargé d'étudier, d'éclairer et de proposer l'avenir de nos propres retraites;

2 - ni parmi les 5 personnalités, qui ont la haute main sur le Comité de Suivi des Retraites (CSR), qui vérifie chaque année que la trajectoire de notre système de retraite ne s'écarte pas des objectifs qui lui ont été assignés;

3 - ni parmi les 233 conseillers du Conseil Économique, Social et Environnemental, comme si les retraites et l'âge échappaient à ses vastes compétences;

4 - ni parmi les 22 Ministères et 15 Secrétariats d'État du dernier Gouvernement Philippe pourvus par vos soins et où aucun portefeuille n'est directement dédié ou principalement lié aux retraités, ni aux seniors, alors qu'ensemble, ils réunissent des effectifs et engagent des dépenses infiniment supérieurs à ceux de la plupart des Ministères présentement constitués (les retraites, c'est pour 2019 et en crédits de paiement 4 fois le budget de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, plus de 8 fois celui de la Défense et de la Sécurité, nettement plus de 40 fois celui de la Justice!)

5 - ni dans les Conseils d'Administration et les Commissions de trop nombreuses Caisses de retraite, où nous ne disposons au mieux que de quelques rares strapontins,

6 - ni enfin au sein du Haut-Commissariat à la Réforme des Retraites, qui, bien que tout récemment créé et en dépit de son objet, restreint son recrutement presque exclusivement aux actifs du secteur public.

Ainsi, bien que l'"assurance-vieillesse" se doive - comme son nom l'indique - d'associer au fil de l'âge les actifs au titre de leurs cotisations d'"assurance" et les retraités au titre de leurs pensions de "vieillesse", les décisions souveraines des représentants de quelque 29 millions d'actifs prennent indûment en otages 17 millions de retraités étroitement bâillonnés. **Les retraités, et plus spécialement encore le quart d'entre eux qui ne bénéficient que d'une pension de réversion, sont tout simplement réduits au rang d'incapables majeurs, honteusement écartés comme des "gens de rien" de toutes les instances officielles les concernant. La France réussit ainsi le tour de force que pratiquement tout ce qui régit l'assurance-vieillesse se décide sans ses aînés,** bien loin de la volonté originelle et fondatrice du Conseil National de la Résistance, dont le manifeste des "**Jours heureux**" visait à rassembler tous les Français et non pas à exclure, avec le quart d'entre eux, les plus immédiatement concernés par leurs propres retraites.

II – L'ANALYSE

Or cette situation est absolument scandaleuse car, en faisant fi de l'égalité et de la fraternité, elle fait tache sur la République, comme sur la patrie des droits de l'Homme. En outre, dans le quotidien, comme dans les réformes, elle grippe le fonctionnement de nos institutions sociales.

Vis-à-vis de ses retraités, la France se complait dans une double posture de déni et de défi: elle leur refuse toute existence sociale, sauf pour les taxer ou les pénaliser abusivement plus que les autres. En conséquence, comment ne pas rappeler énergiquement la République à ses devoirs envers tous ceux qu'aujourd'hui elle exclut indignement à raison de leur âge ou de leur statut, en vissant le couvercle de l'ingratitude sur leurs services et cotisations passés? Les retraités ne veulent plus de cet État de proie qui fait d'eux une cible fiscale et sociale privilégiée, au lieu d'un partenaire social compétent et respecté.

Ils n'admettent plus en effet, parce qu'ils sont âgés et que la plupart d'entre eux ne peuvent plus travailler, ni

se battre pour leurs droits, d'être traités abusivement comme des gueux, juste taillables et corvéables à merci, à portée commode:

- de la première hausse de CSG venue infligée d'autorité et sans la moindre compensation,
- ou du énième et abusif report calendaire de l'indexation de leurs pensions,
- et enfin du gel arbitraire et brutal de ces même pensions pour une durée indéterminée, conduisant directement à la paupérisation des très nombreux retraités qui auront eu le tort de croire votre engagement formel de campagne vous présentant comme le seul véritable garant du maintien de leur pouvoir d'achat.

Or tous les retraités déplorent année après année la baisse continue de ce pouvoir d'achat, comme viennent d'ailleurs de le confirmer les toutes dernières publications de l'INSEE. Les retraités ne peuvent donc sans réagir laisser se développer toutes ces campagnes de dénigrement qui, en assimilant honteusement la rente à l'infamie, les présentent tantôt comme des parasites, tantôt comme des nantis, en pratiquant en sus un amalgame parfaitement abusif entre le montant de leurs pensions et leur niveau de vie.

De plus, **cette vraie réforme sociétale est probablement la seule à réunir pour vous autant d'avantages:** elle innove profondément, elle est immédiatement réalisable, elle marque une avancée sociale majeure, elle atteste la qualité de votre écoute et enfin, une fois recentrée sur vos promesses originelles, elle ne coûte rien ou presque au Trésor Public.

III – LA DEMANDE

Sans aucune distinction de parti, de sexe, d'âge, de statut, d'origine professionnelle ou d'opinion, tout le peuple des retraités vous demande donc instamment de mettre fin à ces années obscures en lui réservant institutionnellement sa place, toute sa place, dans la vie et la représentation sociales de la Nation. En restaurant avec votre engagement le crédit de votre parole, cette démarche vous exhorte fort respectueusement à vous saisir d'urgence de votre devoir d'état dans toute son ambition et dans toute sa grandeur, en incitant tous les Français à se rassembler tous dans un même élan pour le seul bien du pays, au lieu d'accroître le risque qu'ils ne se dressent dangereusement les uns contre les autres (les actifs contre les retraités, les vieux contre les jeunes, les "rentiers" contre les travailleurs etc.).

EN CONSÉQUENCE, VOICI LES QUATRE CHEFS DE MA DEMANDE:

1 - Pour rétablir la confiance rompue par l'annonce du 26 août 2018, le rétablissement immédiat de l'indexation des pensions - de toutes les pensions - sur les prix, conformément d'ailleurs à l'engagement de garantir le pouvoir d'achat des retraités que, sans aucune restriction, vous aviez formellement pris avant - et renouvelé peu après - votre élection.

2 - Le droit des retraités de peser désormais sur leur propre sort en étant représentés "ès qualités" justement et à bonne hauteur partout où ils doivent l'être et notamment:

- au Conseil Économique, Social et Environnemental,
- au Conseil d'Orientation des Retraites,
- au Comité de Suivi des Retraites,
- au sein du Haut-Commissariat à la Réforme des Retraites,
- dans les Conseils d'Administration et Commissions de toutes les Caisses de retraites.

3 - Le droit pour les retraités de se regrouper dans de nouveaux syndicats spécifiques et indépendants, dotés des mêmes droits et avantages que les syndicats professionnels, à ceci près que ces derniers voués à la défense des actifs ne peuvent évidemment prétendre en aucune façon représenter des retraités.

4 – Enfin au regard à la fois de l'importance de la population retraitée et du poids actuel tant des cotisations que des pensions par rapport au PIB national (14% environ, soit l'un de ses composants majeurs), la création d'un Ministère spécifiquement dédié aux retraites et aux retraités pour faire face au plus près aux problématiques inhérentes tant à l'institution, qu'à ses ressortissants, ainsi qu'au grave sujet de la dépendance, dont la solution ne pourra être indéfiniment reportée.

IV – L'ENVOI

Résolument fiers de leurs engagements humains:

- tant auprès des générations qu'après avoir éduquées et élevées, ils continuent à aider,
- qu'au sein des nombreuses associations qu'ils soutiennent, animent ou dirigent,
- ou encore dans la vie locale dans laquelle ils s'impliquent quotidiennement,

L'ensemble des retraités comptent fermement sur votre intervention et sur votre énergie à la fois pour leur rendre intégralement leur dignité, restaurer sans délai leur pouvoir d'achat, rétablir promptement en leur faveur l'égalité républicaine et pour nouer enfin et à bonne hauteur un véritable dialogue social à la mesure des enjeux des changements en cours.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à cette contribution, je vous prie respectueusement, Monsieur le Président de la République, d'agréer l'expression conjointe de ma vigilance citoyenne et de ma considération républicaine.

13 Mars 2019: Thierry BENNE